



Covid-19 : ce que révèlent les « RKI-files » dévoilés en Allemagne

Par [The Epoch Times](#)

Mondialisation.ca, 05 août 2024

[The Epoch Times](#) 30 juillet 2024

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#), [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

En Allemagne, les « [RKI-files](#) », des documents fuités qui retracent les échanges entre l'Institut Robert-Koch (RKI) et le gouvernement fédéral au cours de la crise du Covid-19, ont été dévoilés dans leur intégralité par la journaliste Aya Velázquez, le 23 juillet. Ils révèlent que « la plupart des mesures sanitaires ont été décrétées par des politiciens, parfois sans fondement scientifique, et parfois même contre l'avis des experts », confie à *Epoch Times* le professeur Stefan Hamburg, associé à l'examen de ces fichiers.

Un pavé dans la mare. Le 18 mars dernier, *Multipolar*, un magazine allemand alors inconnu du grand public, obtenait après deux années de bataille judiciaire ce qu'il convient désormais d'appeler outre-Rhin « les RKI-files ». Les documents issus de ce premier volet contenaient les procès-verbaux des réunions entre la cellule de crise de l'Institut Robert-Koch, qui fait partie intégrante de la bureaucratie sanitaire allemande, et le gouvernement fédéral, de février 2020 à avril 2021. Des fichiers embarrassants tant pour la crédibilité que la légitimité de cet établissement de référence pour la santé publique. Il s'avère que le RKI « servait souvent de façade scientifique pour légitimer des décisions politiques », [avait cinglé](#) Wolfgang Kubicki, vice-président du Bundestag (FDP), dans les colonnes du magazine allemand *Focus*, suite à la révélation de ces communications internes.

Toutefois, près d'un tiers des 2500 pages rendues publiques contenaient... des passages censurés, suscitant des inquiétudes quant à une volonté de l'établissement fédéral de garder ses délibérations internes confidentielles. Une affaire qui avait conduit des responsables politiques à réclamer leur publication intégrale. « Tout devrait être mis sur la table », [martelait](#) alors Armin Laschet, membre de la CDU. L'ancien candidat à la chancellerie avait fustigé par ailleurs un échec de la presse à demander des comptes aux autorités : « Le fait que ces documents aient été publiés à la suite d'une plainte déposée par un site dont on dit qu'il propage des théories complotistes montre clairement qu'aucun média *mainstream* n'a essayé de se les procurer ».

Le 23 juillet, un rebondissement : l'ensemble des fichiers couvrant toute la période du Covid de février 2020 à juin 2023 a été divulguée, cette fois sans caviardage, provoquant des secousses politiques au pays de Goethe : « Les experts du Covid savaient que le gouvernement mentait - et ils sont restés silencieux ! », [a titré](#) le quotidien *Bild* pour l'occasion. À la manœuvre, Aya Velázquez, une journaliste indépendante, qui a déclaré avoir reçu ces « RKI-files », près de 4000 pages, d'un ancien employé de l'institut biomédical travaillé par « des raisons de conscience ». Accompagnée de Bastian Barucker, un autre

journaliste indépendant, et de Stefan Homburg, ancien professeur d'économie à l'université de Göttingen, elle a tenu [une conférence de presse](#) mardi dernier à Berlin pour dévoiler leur contenu, disponible en [cliquant sur ce lien](#).

L'institut Robert-Koch, un organisme scientifique subordonné au pouvoir politique

Première découverte issue de cette fuite : une partie des employés du centre épidémiologique se sont initialement montrés critiques de la politique sanitaire mise en œuvre par leur gouvernement. Toutefois, le climat interne toxique laissant peu de place à l'expression des opinions divergentes, ils auraient finalement plié, apprenant « comment les choses fonctionnent », a expliqué Aya Velázquez.

Cette réticence de certains employés de l'autorité sanitaire à se conformer à la ligne politique officielle transparait nettement dans un procès-verbal en date du 10 septembre 2021, à la page 6 : « L'autorité du ministre en matière d'instructions relatives aux documents techniques du RKI [...] est actuellement examinée juridiquement. À ce jour, la direction du RKI estime [toutefois] que les recommandations formulées par le RKI, en sa qualité d'autorité fédérale, sont complétées par une instruction ministérielle, qui doit être respectée, car le Bundestag supervise techniquement le RKI, lequel ne peut invoquer la liberté scientifique. L'indépendance scientifique du RKI par rapport à la politique est donc limitée ».

Pourtant, le 25 mars 2024, après la publication des premiers « RKI-files », Karl Lauterbach, ministre de la Santé allemand depuis décembre 2021, [affirmait](#) encore que cet organe du gouvernement fédéral en matière de biomédecine « a travaillé de manière indépendante, hors de toute influence politique »...

« Injonctions à la vaccination, confinements, fermeture des écoles... De 2020 à 2023, l'Allemagne a adopté une politique sanitaire similaire à celle de la France. Grâce aux "RKI-files", on apprend que ces mesures ont en réalité été décrétées par des politiciens, parfois sans fondement scientifique, et parfois même contre l'avis des experts ». Et d'ajouter : « Initialement, l'institut Robert-Koch s'est opposé aux mesures trop lourdes, étant donné qu'ils avaient déjà élaboré dans les années précédentes un protocole préconisant, par exemple, l'isolement des seules personnes malades. Mais au bout du compte, ils ont progressivement succombé à la pression politique... », résume auprès d'*Epoch Times* le Pr Stefan Hamburg, qui a épluché les procès-verbaux avec ses deux autres collègues.

Pour illustrer le fossé entre les opinions des experts et les choix politiques, le Pr Hamburg s'est également appuyé durant la conférence de presse sur une entrée datant du 29 octobre 2021. Celle-ci révèle que l'ex-ministre de la Santé Jens Spahn avait recommandé un rappel vaccinal en population générale, même si cette mesure ne l'avait pas été par la Commission permanente de vaccination, rattachée à l'institut Robert-Koch.

Dans le même esprit, une entrée en date du 19 mai 2021 rapporte que « même si la vaccination des enfants n'est pas recommandée par la Commission permanente de vaccination, Jens Spahn prévoit quand même un programme de vaccination. »

La pandémie des non-vaccinés : « un mythe politique »

Autre révélation choc : une semaine plus tard, le 5 novembre 2021, les « RKI files »

montrent qu'en interne, les experts de l'organisme national de santé publique s'inscrivaient en faux par rapport aux déclarations de Jens Spahn, qui [soutenait](#) le 3 novembre : « Nous connaissons actuellement une pandémie essentiellement des non-vaccinés et elle est massive ». « Les médias parlent d'une pandémie de non-vaccinés. D'un point de vue technique, ce n'est pas correct. Toute la population y contribue. Faut-il aborder ce sujet dans la communication ? », peut-on lire dans le procès-verbal de l'autorité fédérale.

« Il était connu depuis longtemps que la "pandémie des non-vaccinés" était un mythe politique ne servant qu'à justifier les injonctions vaccinales. Grâce aux "RKI-files", nous savons désormais que l'institut savait lui aussi qu'il s'agissait d'un mythe, mais qu'il avait peur de s'exprimer contre la propagande vaccinale du ministre », réagit auprès d'*Epoch Times* le Pr Hamburg, qui n'hésite pas à dénoncer une « tromperie délibérée ».

En effet, ce « mythe » a continué à prospérer, la mayonnaise commençant alors même à monter : « Ce que nous vivons actuellement, c'est une tyrannie des non-vaccinés », [pestait](#) le 13 novembre 2021 Frank Ulrich Montgomery, ancien président du Conseil national de l'Ordre des médecins allemands et dirigeant de l'Association médicale mondiale (WMA). Le 2 janvier 2022, le médecin allemand persistait et signalait, revendiquant ce choix de mots dans une [interview](#) donnée au média suisse Blick : « À l'époque, personne n'osait encore dire que nous devons traiter différemment les non-vaccinés et les vaccinés. Aujourd'hui, c'est la norme. Je suis même un peu fier d'avoir été en quelque sorte précurseur de cette démarche. »

Pour le journal allemand [Berliner Zeitung](#), l'enquête sur la crise du Covid-19 devra déterminer « pourquoi et par qui ce récit a été conçu et autant promu ». Et de poursuivre : « Car il ne s'agit pas d'une petite affaire. De cette hypothèse - désormais manifestement fausse - selon laquelle les non-vaccinés seraient le moteur de la pandémie, d'autres mesures telles que les règles de 2G et de 3G [forme qu'a pris le pass vaccinal allemand, ndlr] ont été adoptées ». « Ce récit selon lequel les non-vaccinés sont responsables de la pandémie a persisté très longtemps en Allemagne, et certains y croient encore aujourd'hui. Suite à la publication des "RKI-files", cette croyance doit être réfutée. Il existe désormais un document hautement officiel à ce sujet, que tout le monde peut télécharger et lire, [...] dans lequel les autorités affirment clairement que cette pandémie des non-vaccinés n'a jamais eu lieu. »

« Ils ont laissé les gens aller au carton »

Ces « RKI-files » mettent également en exergue un silence de l'établissement allemand sur les effets indésirables graves du vaccin anti-Covid fabriqué par le géant pharmaceutique britannique AstraZeneca. En témoigne une entrée datant du 19 mars 2021, a pointé le Pr Hamburg durant la conférence de presse. Pourtant, quelques semaines plus tard, le 16 avril 2021, il était [communiqué](#) par voie de presse, en Allemagne, mais aussi à l'étranger, que l'ex-chancelière Angela Merkel et son successeur Olaf Scholz avaient reçu une première dose de ce vaccin. Le président de la République fédérale d'Allemagne, Frank-Walter Steinmeier, et le ministre de la Santé d'alors, Karl Lauterbach, ont été également vaccinés avec le même produit.

Pour le Pr Hamburg, « l'interprétation la plus logique est à chercher dans le fait que même parmi la population mal informée, la volonté de se faire vacciner était nulle. Comme les politiciens avaient signé d'énormes contrats d'approvisionnement, ils devaient craindre que des rapports soient publiés sur les stocks livrés et le gaspillage de l'argent des

contribuables. Et ils ont donc laissé les gens aller au carton ».

L'universitaire se montre particulièrement critique envers la ligne de conduite adoptée par Lothar Heinz Wieler, ancien président de l'Institut Robert-Koch durant la crise du Covid-19. À ses yeux, ce dernier, conscient que la communication et les directives du gouvernement allemand étaient scientifiquement incorrectes, aurait dû protester plutôt que de se murer dans un silence complice.

Des procédures judiciaires à venir ?

Le contenu des « RKI-files » pourraient également donner lieu à des procédures judiciaires contre l'institut Robert-Koch, mais aussi l'institut Paul-Ehrlich, agence responsable de la sécurité des vaccins en Allemagne.

Par exemple, en novembre 2021, la décision de rendre la vaccination anti-Covid obligatoire pour les soldats de l'armée allemande avait été contestée en justice. Une demande déboutée par le Tribunal administratif fédéral en juillet 2022. Pour appuyer son [jugement](#), l'instance suprême s'était fondée sur les déclarations tenues par des experts issus des deux instituts.

Des faux témoignages, souligne le Pr Hamburg à *Epoch Times* : « Ils ont affirmé devant les tribunaux que les vaccins étaient très efficaces et nécessaires pour protéger la population tout en sachant qu'il n'y avait aucune protection contre la transmission, et donc aucun fondement pour rendre la vaccination obligatoire. Aussi, ils pourraient être attaqués en justice pour faux témoignages sur la base du contenu des procès-verbaux ».

Confinements, vaccination, masques... : les autres enseignements des « RKI-files »

Ces fichiers révèlent également que l'institut Robert-Koch savait pertinemment que les confinements causeraient plus de dégâts que le virus lui-même, que le port du masque en extérieur était inutile, ou encore que la fermeture des écoles ne ralentirait pas la propagation du Covid-19.

S'agissant des confinements, l'établissement notait en décembre 2020 que le résultat à la suite de la mise en œuvre de confinements sur le continent africain a été « une hausse prévue de la mortalité infantile ». « Les conséquences des confinements sont parfois plus graves que le virus lui-même ».

Dans une autre procès-verbal daté du 31 octobre 2020, l'organisme d'État indiquait qu'il n'existe « aucune preuve » scientifique suggérant une utilité des masques FFP2 en dehors des milieux hospitaliers : « Cette information pourrait être transmise au grand public », ajoutait-il. Il ne l'a jamais fait, alors que le port du masque était devenu [obligatoire](#) dans l'espace public depuis avril 2020.

Une position [réitérée](#) le 15 janvier 2021 : « Les recommandations internationales ne soutiennent pas le port du masque FFP2 en population générale, ou le déconseillent explicitement », précisant par ailleurs que cette mesure peut présenter des « risques », comme la dermatose, une maladie de la peau. *Bis repetita* le 18 janvier 2021 : « Il n'existe aucune base technique permettant de recommander les masques FFP2 à la population, donc ajoutez un avertissement sur les effets secondaires indésirables ».

Par ailleurs, les experts de l'institut se sont opposés à une fermeture des écoles, sachant que cette mesure ne freinait pas la propagation du virus. Malgré ces avertissements, les écoles ont été fermées à plusieurs reprises, dès mars 2020. Par ailleurs, selon Bastian Barucker, l'établissement fédéral était conscient dès janvier 2020 que les enfants n'étaient pas à risque de développer une forme grave du Covid-19 et qu'ils ne participaient pas de façon significative à la chaîne de transmission du virus. Pourtant, ils ont été contraints de porter un masque « pour protéger les autres » et de se vacciner, a-t-il rappelé.

Autre point soulevé dans les « RKI-files », à partir d'une entrée du 29 juillet 2020 : surnommé outre-Rhin le « Doktor Corona », Christian Drosten, virologue à l'hôpital de la Charité ayant bénéficié d'une importante couverture médiatique durant la crise du Covid-19, a rédigé une étude sur les dépistages et aurait pris la décision de ne pas la publier pour des raisons politiques. « M. Drosten a depuis décidé de ne pas publier l'article car les tests non ciblés ne sont pas jugés utiles dans le texte, ce qui contredit l'action du gouvernement », est-il écrit. De quoi pousser Aya Velasquez à dénoncer une « fraude scientifique ».

Par ailleurs, la journaliste, se basant sur les documents du RKI, a également fait savoir durant la conférence de presse que les rappels vaccinaux ne se fondaient pas sur une base scientifique, mais émanaient des politiques, ainsi que du laboratoire pharmaceutique Pfizer.

Autant d'éléments l'amenant à [conclure](#) que « les “RKI-files” démontrent que les mesures Covid ne se fondaient pas sur des considérations rationnelles et scientifiques, [...] mais étaient purement politiques. L'institut Robert-Koch, autorité soumise à des instructions ministérielles, leur donnait une prétendue légitimité scientifique ».

Grâce à ces documents, « un examen honnête et sans compromis de la politique Covid mise en œuvre en Allemagne peut désormais commencer », s'est-elle enthousiasmée. Toutefois, Aya Velasquez a signalé qu'elle n'avait pas eu l'opportunité d'examiner les documents dans leur totalité, invitant alors journalistes et citoyens à participer à cette enquête pour révéler les incohérences entre décisions politiques et avis scientifiques.

Image en vedette : Capture d'écran. Lothar Heinz Wieler (à g.), ancien président de l'Institut Robert-Koch. Karl Lauterbach (à d.), ministre de la Santé allemand.

La source originale de cet article est [The Epoch Times](#)
Copyright © [The Epoch Times](#), [The Epoch Times](#), 2024

Articles Par : [The Epoch Times](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca